



AEF Dépêche n°583140 - Paris, le 24/04/2018 07:30:00

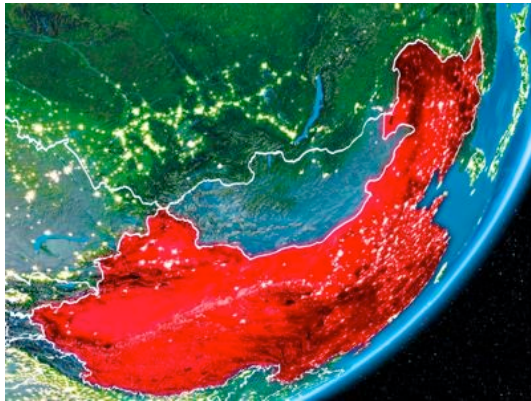
- Enseignement supérieur -

Compte : sarah.piovezan (76667) - 85.169.126.91 - www.aef.info

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

## Les nouvelles routes de la soie chinoises peuvent-elles remodeler la géopolitique mondiale de l'enseignement supérieur ?

Par Sarah Piovezan



China in red on planet Earth at night with visible borderlines and city lights. 3D illustration. Elements of this image furnished by NASA.

Le 19 mars 2018, à l'université d'Utrecht (Pays-Bas), s'est tenu le premier séminaire d'un groupe de recherche international dont le sujet devrait interpeller les dirigeants de l'ESR français : "Les nouvelles routes de la soie : quelles implications pour le supérieur et la recherche en Europe ?" Car si le grand dessein chinois est, dans un premier temps, de construire de gigantesques infrastructures de transport entre la Chine et l'Europe — son premier partenaire commercial — en passant

par l'Afrique, où elle investit des milliards de dollars, les chercheurs du Centre d'études des challenges globaux ont un postulat : "Les nouvelles routes de la soie vont transporter davantage que des biens de consommation : des gens, des idées et du savoir vont y voyager aussi, avec les influences mutuelles que cela implique." Au point de transformer le paysage de l'enseignement supérieur mondial ?

"Immanquablement, les nouvelles routes de la soie conduiront à des échanges culturels, éducatifs et à des transformations profondes de tous les pays qu'elles traversent. Il s'agit de se donner une nouvelle perspective, à un moment où les grands récits partagés font cruellement défaut au monde. Je dois le dire, c'est l'un des grands mérites de ces routes de la soie proposées par le président Xi Jinping." Dans le discours qu'il a prononcé le 9 janvier 2018, lors de sa visite d'État en Chine, Emmanuel Macron a été le premier président français à aborder le sujet des nouvelles routes de la soie de manière officielle.

Car jusqu'à présent, la France avait semblé se désintéresser du méga projet chinois, pourtant décrit par certains experts comme "plus puissant que ceux de l'Empire britannique ou de l'Empire romain", selon le mot de Jean-Paul Larçon, professeur émérite à HEC, qui observe la Chine depuis plusieurs décennies.

"Il s'agit de se donner une nouvelle perspective, à un moment où les grands récits partagés font cruellement défaut au monde." (E. Macron)

"La Belt and road initiative (BRI) est une réalité puissante en termes d'investissements d'infrastructure (ports, chemins de fer, ponts, aéroports, digital), qui modifie les échanges et les routes commerciales entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. C'est un instrument tout à fait unique du développement de la puissance économique et politique chinoise dans le monde. Il n'y a pas beaucoup d'équivalents dans l'histoire", explique le doyen associé pour le développement international d'HEC, pour qui la stratégie chinoise est "si sophistiquée" qu'elle "a dû mettre 5 ou 6 ans à maturer".

### Une stratégie lancée en 2013 par Xi Jinping



One Belt, One Road, Chinese strategic investment in the 21st century map.

**Fotolia**

La stratégie dite des "nouvelles routes de la soie", également appelée "One belt, one road" (Obor) ou "Belt and road initiative" en anglais, a été lancée par le leader chinois Xi Jinping en 2013. Il s'agit de construire, ou reconstruire, deux nouvelles voies de communication majeures entre la Chine et l'Europe : la route terrestre - ou "belt" - d'une part, reliant Xi'an à Rotterdam, décrite dans un discours prononcé au Kazakhstan (pour l'anecdote, cela se passait alors dans une université) ; et la route maritime d'autre part, ou "road", présentée quelques mois plus tard devant le Parlement indonésien.

Objectif majeur de cette stratégie, pour laquelle plus de 1 000 milliards de dollars d'investissement ont été annoncés : ouvrir des voies plus rapides et plus sûres pour soutenir l'économie chinoise dans les décennies à venir, en étant moins dépendante, par exemple, d'un blocus américain. La France, qui ne figure pourtant pas en tant que telle

sur les cartes qui modélisent ces "silk roads", est bien concernée, au même titre que toute l'Europe : fin 2017, un train de marchandises chinoises est d'ailleurs arrivé dans le Pas-de-Calais en provenance directe de Wuhan, après un premier en 2016, à Lyon.

### "CONTRIBUER À L'INTELLIGENCE DU VINGT-ET-UNIÈME SIÈCLE"

Mais l'ambition chinoise ne se limite pas à faire du commerce. La communication entre les peuples, l'éducation et la culture, fait également partie du grand projet. "Cinq dimensions de coopération ont été décrites par les autorités chinoises dans leur plan d'action pour Obor en 2015, dont une s'appelle 'people to people', que l'on peut traduire par 'les relations humaines'", explique Haiyan Zhang, professeur associé à Neoma business school, où il dirige l'Institut Confucius for business. "Cette dimension humaine comprend deux volets, la culture et l'éducation, qui sont la base pour mieux se comprendre et faciliter les coopérations dans les autres domaines." Les gouvernements locaux des provinces chinoises ont alors été invités à signer des MOU avec le ministère central de l'Éducation, pour piloter des projets "belt & road".

La communication entre les peuples, l'éducation et la culture, fait également partie du grand projet chinois.

Un plan d'action spécifique au ministère de l'Éducation, publié en juillet 2016, encourage ainsi les échanges d'étudiants, les recherches conjointes, la reconnaissance de crédits, la création d'écoles jointes ou encore la création d'Instituts Confucius. Les établissements d'enseignement professionnel chinois doivent quant à eux collaborer avec les industriels pour former les travailleurs des pays traversés par les *silk roads*, afin de faciliter la réalisation des grands travaux d'infrastructure. Une dimension qu'Emmanuel Macron avait reprise à son compte, en plaidant pour que les *silk roads* "contribuent à l'intelligence du XXIe siècle" et "fassent émerger une société civile, des talents, une capacité à innover dans les pays" traversés.

### L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, UN MOYEN D'AFFIRMER LE SOFT POWER CHINOIS

"Il est clair que l'enseignement supérieur fait partie de cette stratégie. La politique, l'économie, la géopolitique, tout cela influence l'internationalisation de l'éducation", analyse Marijk Van der Wende, professeur à la faculté de droit et d'économie de l'université d'Utrecht, qui vient de lancer un programme de recherche international sur ce thème. "Et puis, le système d'ESR chinois, par sa taille et ses compétences, va forcément avoir de l'influence sur le reste du monde."



"Avec la Belt & road initiative, la Chine cherche aussi à prendre le leadership dans l'économie globalisée : elle a appris des Américains la valeur du *soft power*, d'où l'ouverture des Instituts Confucius", confirme Gerry Postiglione, professeur à la HKU, spécialiste du système d'enseignement supérieur chinois, qui participe au programme de recherche d'Utrecht. "Il n'y a pas de visée en matière d'éducation scolaire, qui relève exclusivement de systèmes nationaux ; mais en matière d'enseignement supérieur, cela va forcément de pair : parler d'énergie,



c'est parler de science et d'ingénierie ; parler de santé, c'est parler de médecine, etc."

"Si la Chine cherche à donner une dimension universitaire à la BRI, c'est aussi, à mon sens, une façon pour elle d'entrer en contact avec le monde musulman", analyse de son côté Bernard Belloc, conseiller de Skema business school et fin connaisseur de l'ESR chinois. "Essayer de prendre pied dans le monde musulman, c'est essayer d'abord de contrôler l'activisme de l'intégrisme islamique, très présent en Chine et que les autorités redoutent particulièrement, tout en créant des liens avec des pays musulmans très riches, peu connus vus de France, que sont les ex-républiques soviétiques du Caucase. Mais je reste tout de même sceptique sur le pouvoir de séduction d'universités chinoises dans lesquelles le premier et le dernier mot vont au Parti communiste. À la chinoise, avec le sourire, mais sans état d'âme sur la liberté intellectuelle."

### Quelles traductions concrètes pour l'ESR ?

La Chine reçoit déjà 433 000 étudiants étrangers dans ses universités (2016) — contre 544 000 étudiants chinois envoyés à l'étranger. "Traditionnellement, ils allaient aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie ; depuis trois ans, les destinations se diversifient. La France en reçoit déjà 32 000, soit 7 % du total", indique Haiyan Zhang, de Neoma.



Elle cherche aussi à attirer davantage d'étrangers en provenance des pays visés par la BRI, et déploie pour cela une ambitieuse politique de bourses ciblées (10 000 en 2017), notamment à destination de l'Afrique. Ainsi, en 2016, 14 % de la mobilité entrante chinoise était africaine, soit 61 600 individus (+3 400 % en 13 ans). En 2016 toujours, rapporte le ministère australien de l'Éducation, environ 60 % des bourses du gouvernement chinois sont allées à des étudiants issus de pays estampillés "silk roads". "L'idée est de former ceux qui constitueront l'élite de demain et qui auront ainsi une affinité avec la Chine. Pour elle, l'Afrique, c'est la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, avec des gouvernances autoritaires", analyse Gerry Postiglione, à HKU.

"L'idée est de former ceux qui constitueront l'élite de demain et qui auront ainsi une affinité avec la Chine."

Les universités chinoises ont également structuré des "alliances" institutionnelles, comme la "University alliance of the silk road", que pilote Xi'an Jiaotong University et qui comprend 135 universités de 36 pays, dont, en France, Ponts ParisTech, CentraleSupélec ou Skema business school. Il s'agit pour l'instant d'organiser des conférences et de mieux se connaître. L'enseignement technique et professionnel a également son association, la "Belt and road alliance for industry and education collaboration" lancée en 2017 par Ningbo Polytechnic, et qui regroupe 76 établissements "vocationnels" et 13 grandes entreprises.

## DE PLUS EN PLUS DE CAMPUS CHINOIS IMPLANTÉS À L'ÉTRANGER



Tous les établissements chinois sont invités à s'intéresser aux quelque 65 pays situés sur les *silk roads*, comme l'expliquait dans une interview à AEF le doyen de la prestigieuse HKUST business school, en mars : "Nous voulons monter des partenariats académiques au-delà de l'Asie", dit Tam Kar Yan. "Nous en avons en Europe (HEC, Bocconi), aux États-Unis, mais nous souhaitons aller vers la Russie par exemple, où nous avons signé il y a deux ans un MOU avec la Skolkovo (Moscow school of management)".

À ses yeux, les pays d'Asie centrale et d'Europe de l'Est "ont beaucoup de potentiel en matière d'enseignement en management", mais les

Chinois "ne les connaissent pas bien". "Moscou, en revanche, a des connexions dans ces pays. Nous voudrions faire des projets de recherche avec eux, dans une stratégie 'gagnant-gagnant'." Il ajoute : "C'est une bonne chose, car le monde ne se résume pas à la Chine, aux États-Unis et à l'Europe. L'Afrique pourrait d'ailleurs être l'étape suivante. Pour nous, le partenariat avec Skolkovo (Russie) est donc un test : nous apprenons à travailler avec eux." "Les Chinois cherchent à comprendre les peuples avec lesquels ils travaillent et ils se forment pour cela", confirme Jean-Paul Larçon. "Par exemple, ils apprennent le serbo-croate et publient des livres comme 'faire du business avec l'Ouzbékistan'. C'est une vision à très long terme, dans laquelle on accumule des connaissances."

"Les Chinois cherchent à comprendre les peuples avec lesquels ils travaillent."

La Chine, qui a plutôt été ces 15 dernières années un pays d'accueil pour des implantations académiques étrangères, commence aussi à vouloir exporter son propre modèle hors de ses frontières. Fin 2016, elle avait déjà signé 4 MOU pour la création d'établissements conjoints à l'étranger, et établi 134 Instituts Confucius pour développer la langue et la culture chinoises dans les pays des *silk roads*. Depuis 2012, des campus chinois ont ainsi fleuri au Laos, en Malaisie, en Thaïlande, et même au Japon, comme le montre la carte ci-dessous.



Depuis 2012-2013, les implantations académiques de la Chine à l'étranger se multiplient, dans des zones stratégiques.

**SP/AEF**

## EN OCCIDENT AUSSI

Le monde occidental n'est pas en reste : en Grande-Bretagne, un collège joint entre l'Université normale de Pékin et la Cardiff University est sur les rails, et la Peking University HSBC business school a ouvert une antenne dans la ville d'Oxford l'année dernière. Même les États-Unis, pourtant non visés par la stratégie "Obor", accueillent une ramification de Tsinghua sur leur sol, au travers du "Global innovation exchange", en partenariat avec l'université de Washington, à Seattle, et financé à hauteur de 40 millions de dollars par Microsoft. L'annonce la plus récente concerne le pourtour méditerranéen, une zone stratégique pour la Chine sur le chemin de l'Afrique : l'université de Ningxia et l'université marocaine Hassan I vont collaborer au sein d'un centre de recherche commun sur la BRI.

Pour Gerry Postiglione, cette stratégie va néanmoins être difficilement soutenable en termes de ressources humaines. "En Chine, l'ESR se développe à une telle vitesse qu'il est difficile de trouver des professeurs. Elle possède quelques universités de rang mondial, mais la plupart ont moins de dix ans. Les enseignants qui ont un doctorat représentent moins de 30 % du total dans le pays. La qualité est donc son problème numéro 1. Alors, comment vont-ils absorber des étudiants d'autres pays ? Et comment vont-ils faire pour ouvrir des campus à l'étranger, avec une telle pénurie de profs en Chine ? Ils vont devoir faire rentrer les 'tortues' ", imagine l'expert, en référence aux nombreux Chinois expatriés et en poste dans des universités étrangères. "D'ailleurs, le campus de Xiamen en Malaisie n'a pas de staff chinois : ce sont des internationaux et des Malais, qui enseignent l'ingénierie et le business", dit-il.

### **Comment les établissements européens doivent-ils réagir ?**

---

Face à ces transformations rapides du paysage, quelle attitude adopter en Europe ? D'abord, étudier le phénomène, répondent les chercheurs d'Utrecht, pour qui il est urgent que l'Occident s'intéresse enfin à ce qui se passe à l'Est. "Les changements en cours à l'Ouest, avec le Brexit et la politique de Trump, accélèrent les choses : la Chine prend cette opportunité pour pousser son leadership. Nous devons comprendre ce que cette stratégie pourrait impliquer", explique Marijk Van der Wende. "Notre projet de recherche, qui s'étalera sur deux années, doit déboucher sur des publications scientifiques mais aussi sur des contenus de cours, car actuellement, nos étudiants ne sont pas du tout formés sur ces questions, alors que les Chinois sont très au fait de ce qui se passe en Europe. Nous avons tendance à regarder, en Europe de l'Ouest, vers le monde anglo-saxon et à nous désintéresser de ce qui se passe à l'Est, alors que les évolutions y sont très rapides."

"Nous avons tendance à regarder, en Europe de l'Ouest, vers le monde anglo-saxon et à nous désintéresser de ce qui se passe à l'Est, alors que les évolutions y sont très rapides."

La phase qui s'ouvre est également porteuse, ajoute la chercheuse néerlandaise : "Nos

collègues chinois nous disent que c'est une excellente période pour les relations sino-européennes actuellement, à cause des changements politiques aux États-Unis. Le regard de la Chine est en train de changer sur l'Amérique, et l'Europe devient un partenaire plus important, ce qui ouvre des perspectives différentes." Haian Zhang, qui orchestre pour Neoma l'ouverture, à la rentrée prochaine, d'une école conjointe avec l'université de Nankai (lire sur AEF), partage ce point de vue : "Vu le potentiel de la Chine en matière d'enseignement supérieur, les coopérations ne peuvent que s'intensifier. De plus en plus de projets vont être inclus dans la stratégie BRI, qui fonctionne un peu comme une bouteille : on y fait tout rentrer dedans, même des projets qui ont été lancés avant. Mais ils deviendront d'autant plus faciles à faire avancer qu'ils démontreront un lien avec les *silk roads*. C'est un concept facilitateur."

## RISQUES ET OPPORTUNITÉS

Une période d'opportunités donc, mais qui n'est pas non plus dénuée de risques. Pour Emmanuel Lincot, professeur à l'Institut catholique de Paris, spécialiste d'histoire politique et culturelle contemporaine de la Chine (dont une interview complète est accessible ici), "le risque de la stratégie Obor pour la France, c'est de se voir refuser l'accès à toute une clientèle d'apprenants au profit de la Chine, et de la voir par exemple aller former des ingénieurs africains francophones". Une stratégie "gagnant-gagnant" est cependant possible, selon lui : "Il faut absolument créer des campus universitaires franco chinois en Afrique ou au Maghreb, avec une formation française et francophone et des financements chinois. Les Chinois en ont besoin ! C'est dans les pays tiers que la Chine et la France peuvent se rencontrer et coopérer."



"Il y a plus de valeurs communes que de différences entre la Chine et nous."

Le risque, c'est aussi qu'en exportant ses universités, la Chine essaye d'exporter en même temps son modèle de gouvernance, comme le craignent de nombreux observateurs qui voient dans la BRI "l'ambition de façonner une mondialisation à la chinoise". "Bien sûr, il existe des contraintes : avec la Chine, il est plus facile de coopérer dans les STEM qu'en SHS", reconnaît Marijk Van der Wende. "Mais pour les chercheurs chinois, ce qui est important, c'est de continuer à coopérer. Il y a plus de valeurs communes que de différences entre la Chine et nous", assure-t-elle.

La possibilité d'un futur leadership chinois sur le monde académique a été au centre des discussions du premier séminaire de recherche qu'elle a lancé, au mois de mars. Avec toutes les interrogations qui se posent sur la liberté académique ou l'autonomie des établissements par rapport au pouvoir central. "Nous allons devoir apprendre la langue et la culture chinoises à égale mesure que l'a fait la Chine pour s'approprier les langues, la culture et les sciences de l'Occident", a conclu ce jour-là Simon Marginson, l'un des chercheurs engagés dans le programme. "Nous allons devoir comprendre les sciences sociales et humaines chinoises dans leurs propres termes. Nous allons devoir nous

engager avec la Chine aussi complètement que la Chine s'est engagée avec nous."

### Quelques ressources pour aller plus loin

- UGlobe, le site du Centre d'études de l'université d'Utrecht sur les challenges globaux, qui lance un projet de recherche sur les Nouvelles routes de la soie et leur impact sur l'ESR européen.
- Le think tank néerlandais Clingendael Institute publie une veille stratégique sur les nouvelles routes de la soie à laquelle il est possible de s'inscrire, le "Silk Road Headlines".
- Le média en ligne *University World News* publie régulièrement des articles sur la stratégie chinoise et l'enseignement supérieur, notamment ici, ici et ici.
- Le ministère de l'Éducation et de la Formation australien suit également de près la politique chinoise en matière d'enseignement supérieur.
- La CCI Marseille-Provence a publié fin 2017 un article intéressant sur l'impact de la BRI en France.
- La revue de géopolitique *Hérodote*, dans son numéro du 1er trimestre 2018 consacré à la "Géopolitique des universités", revient sur "la longue marche vers l'internationalisation de l'enseignement supérieur chinois", sous la plume de J-F. Vergnaud et Alain-James Palisse.